



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle

et de l'appui territorial

Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2025-04- 22 - 00001

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant mise en demeure
en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement**

**à l'encontre de Grand Montauban Communauté d'Agglomération (GMCA)
(dénommée ci-après « l'exploitant »), dont le siège social est situé 9 Rue de l'hôtel
de Ville, exploitant une station d'épuration, une unité de méthanisation et une
unité de compostage au 146 Route d'Albefeuille Lagarde sur le territoire de la
commune de Montauban**

Le Préfet de TARN-ET-GARONNE,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement en particulier l'article L. 171-8 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique « n° 2781 » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 82-2023-01-31-00005 du 31 janvier 2023 modifié ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 28 mars 2025 de la visite d'inspection réactive du 21 mars 2025 suite à un incident survenu sur le digesteur n°2, transmis à l'exploitant le 02 avril 2025 par lettre recommandée avec accusé de réception conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courriel de l'exploitant en date du 17 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de la visite du 21 mars 2025, réalisée par l'inspection des installations classées, notamment :

- l'absence de formalisation de la procédure d'astreinte opérationnelle (c.f. article 9 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé),
- l'absence d'affichage, à l'entrée de l'unité de méthanisation, du plan général des ateliers et des stockages sur lequel est reporté le risque d'explosion ou toxique (c.f. article 11 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé),
- l'absence de permis d'intervention formalisé lors de travaux effectués sur les parties de l'installation présentant un risque d'incendie ou d'explosion (c.f. article 25 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé),
- l'absence de consignes d'exploitation formalisées (c.f. article 26 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé),
- l'absence de programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation (c.f. article 35 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé),
- l'absence de consigne spécifique des phases de démarrage et redémarrage, et du registre ou sont consignés les contrôles d'étanchéité lors de ces phases (c.f. article 36 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé),
- l'absence de déclaration d'incident auprès de l'inspection des installations classées le 11 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT que ces manquements sont susceptibles d'être à l'origine d'accident plus important, de dégagement d'odeur, de méthane dans l'atmosphère ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte potentielle aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires susvisées ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Mise en demeure

L'exploitant **est mis en demeure** de respecter l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé, **sous trois mois**, en justifiant de la mise en place de la procédure d'astreinte opérationnelle.

ARTICLE 2 :

L'exploitant **est mis en demeure** de respecter l'article 11 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé, **sous trois mois**, en mettant en place à l'entrée de l'unité de méthanisation un plan général des ateliers et des stockages sur lequel est reporté le risque d'explosion ou toxique.

ARTICLE 3 :

L'exploitant **est mis en demeure** de respecter l'article **25** de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé, **sous trois mois**, en mettant en place et en transmettant la procédure précisant le modèle de permis d'intervention, de permis de feu ainsi que la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation de méthanisation.

ARTICLE 4 :

L'exploitant **est mis en demeure** de respecter l'article **26** de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé, **sous trois mois**, en mettant en place les consignes d'exploitation listées et en justifiant que celles-ci ont fait l'objet d'une communication à l'ensemble du personnel susceptible d'intervenir sur les installations.

ARTICLE 5 :

L'exploitant **est mis en demeure** de respecter l'article **35** de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé, **sous un mois**, en formalisant le programme de contrôle et de maintenance préventive et en disposant d'un système de surveillance lui permettant de suivre en temps réel le niveau de mousse dans les digesteurs.

ARTICLE 6 :

L'exploitant **est mis en demeure** de respecter l'article **36** de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé, **sous trois mois**, en mettant en place un registre où sont consignés les contrôles d'étanchéité et leurs résultats, réalisés lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité.

ARTICLE 7 :

L'exploitant **est mis en demeure** de respecter l'article **R. 512-69** du Code de l'environnement, **sous quinze jours en attestant de la mise en place d'une organisation lui permettant de** déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, et de transmettre un rapport associé au préfet et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8 : Délais

Les délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues dans le présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 10 : Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 11 : Exécution

L'arrêté est notifié à l'exploitant.

La Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie est notifiée au maire de la commune d'implantation.

À Montauban, le **22 AVR. 2025**

Le préfet,

A stylized signature in blue ink, consisting of a large loop followed by a vertical line and a small flourish.

Vincent ROBERTI

Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement et notamment son article L.171-11, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au Code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57), par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Tarn-et-Garonne – 2 Allée de l'Empereur – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la Transition écologique de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai sus-mentionné.